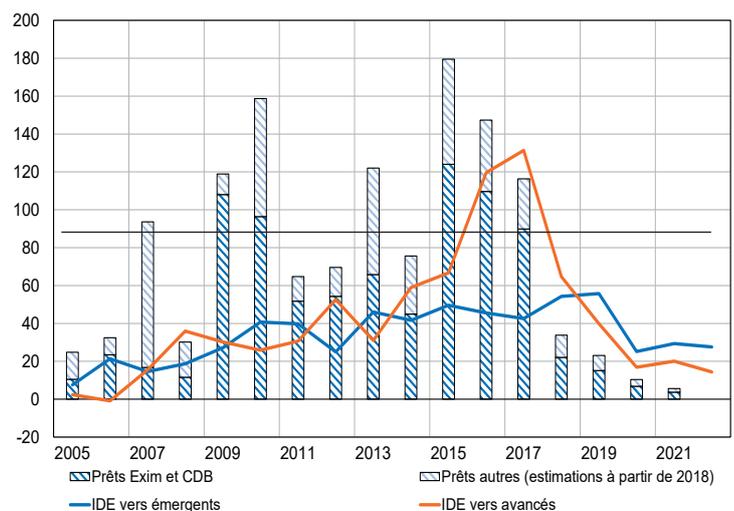


Les dépendances des économies émergentes à la croissance Chinoise

Louis BERTRAND et Eloïse VILLANI

- La Chine est désormais le 1^{er} marché à l'export de nombreux pays émergents : sa part moyenne dans les exportations des pays émergents est passée de 4 % en 2002 à 12 % en 2022. Le développement du tourisme international chinois crée par ailleurs de nouvelles dépendances, plus particulièrement pour certains pays asiatiques.
- La dépendance des émergents à la Chine est aussi financière, à travers des prêts commerciaux et souverains. Les principaux secteurs (énergie, mines, transport) et régions récipiendaires (Asie et Afrique pour près de 60 % des prêts) reflètent les priorités stratégiques chinoises, notamment en matière d'approvisionnement. Les flux d'investissement directs étrangers (IDE) chinois totaux restent modestes par rapport aux prêts, mais les IDE chinois représentent une part importante des stocks d'IDE de plusieurs pays (Pakistan, Angola, Afrique du Sud, Thaïlande).
- Le ralentissement de la croissance chinoise à moyen terme (de 8 % dans les années 2010 à 4 % dans les prochaines années selon le FMI) affectera les économies émergentes *via* deux principaux canaux. Sur le plan commercial, le ralentissement chinois se traduira par une baisse de sa demande interne et de ses importations, mais aussi par des effets prix et volume sur les matières premières. Sur le volet financier, il contribuera à la poursuite de la baisse des financements chinois (prêts et IDE) à destination des économies émergentes, entamée depuis 2015 (cf. Graphique), et à leur recentrage géographique et sectoriel, d'ailleurs déjà reflété par les mutations du discours officiel concernant la *Belt and Road Initiative* (BRI). Les pays asiatiques et les pays exportateurs de matières premières seraient les plus exposés au ralentissement structurel de la Chine en raison de leurs liens commerciaux étroits avec la Chine.

Évolution des prêts et IDE chinois à destination des économies émergentes (Md\$)



Dernière donnée : 2022 pour les IDE, 2021 pour les prêts.

Source : Aiddata, China Global Investment Tracker, Boston University Development Center.

1. Des économies émergentes devenues très dépendantes de la Chine pour leur commerce

Le ralentissement structurel de l'activité chinoise a déjà débuté et devrait se poursuivre dans les années à venir¹. La croissance s'établirait selon le FMI à 4 % en moyenne entre 2023 et 2027 en l'absence de réformes d'ampleur (contre environ 8 % dans les années 2010). Cela s'explique par une productivité des facteurs de plus en plus faible dans un contexte de vieillissement démographique, par une baisse de la confiance des ménages et des entreprises en l'absence de filets de sécurité sociaux et de signaux clairs sur la promotion du secteur privé, par des difficultés structurelles du marché immobilier – un des secteurs moteurs de la croissance, et par un endettement élevé des gouvernements locaux. Ce ralentissement devrait affecter les économies émergentes en raison de leur forte dépendance à la Chine, notamment sur les volets commercial et financier.

1.1 En 20 ans la Chine est devenue le principal partenaire commercial de nombreuses économies émergentes

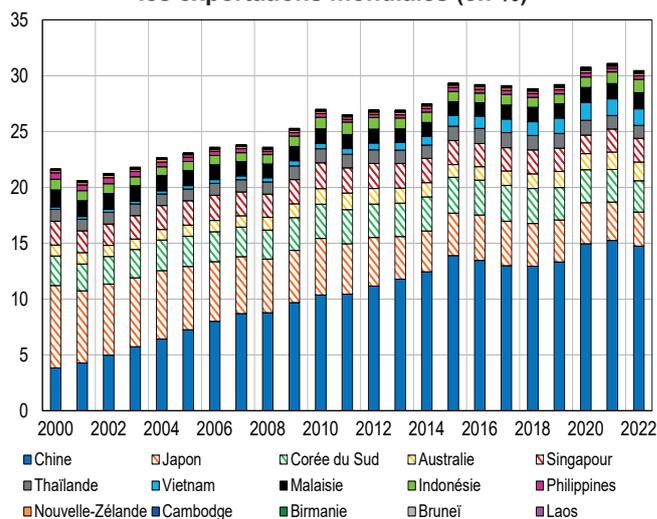
La part de la Chine dans le commerce mondial a augmenté de 4,7 % en 2002 à 12,7 % en 2022. La Chine occupe un poids prédominant dans le secteur des matières premières en étant le 1^{er} importateur mondial de minerais (plus de 70 % des importations mondiales de nickel, d'aluminium et de fer), mais également de matières premières agricoles (12 % des importations mondiales de céréales, 58 % des importations de graines de soja). Elle représente aussi 25 % des importations d'hydrocarbures.

La Chine est désormais le 1^{er} partenaire commercial de plus de 120 pays et régions dans le monde, majoritairement les pays émergents asiatiques (ASEAN) ou exportateurs de matières premières (Angola, Iran, Brésil, Arabie Saoudite, Russie, Afrique du Sud, etc.) et, dans une moindre mesure, les pays avancés (Union européenne, Japon, Corée du Sud, Australie). La part des exportations vers la Chine atteint ainsi 18,7 % du PIB en Angola, 14,5 % au Vietnam et 11,8 % en Malaisie en 2022. La majorité des exportations vers la Chine sont des

biens intermédiaires. Les exportations de biens de consommation finale sont limitées et elles concernent principalement les pays asiatiques.

À moyen terme, la relation commerciale entre les pays asiatiques et la Chine devrait se renforcer, notamment à travers la mise en œuvre du partenariat économique régional global (*Regional Comprehensive Economic Partnership* ou RCEP) entré en vigueur en 2022. Ce partenariat regroupe quinze pays asiatiques, dont la Chine, les pays de l'*Association of South-East Asian Nations* (ASEAN) et des pays avancés (Australie, Japon, Corée du Sud, Nouvelle-Zélande), ce qui en fait le plus grand accord de libre-échange au monde. Il couvre environ 30 % de la population mondiale et du PIB mondial², et plus de 30 % des exportations mondiales en 2022 (cf. Graphique 1).

Graphique 1 : Part des pays membres du RCEP dans les exportations mondiales (en %)



Source : FMI.

1.2 Le développement du tourisme chinois, source de nouvelles dépendances

La croissance dynamique de l'économie chinoise au cours des dernières décennies s'est traduite par une hausse du niveau de vie en Chine contribuant à une augmentation du tourisme chinois à l'étranger. La part des touristes chinois est passée de 8 % des touristes

(1) Coeln X. (2022), « Un ralentissement structurel de l'activité dans les grands pays émergents », *Trésor-Éco*, n° 316.

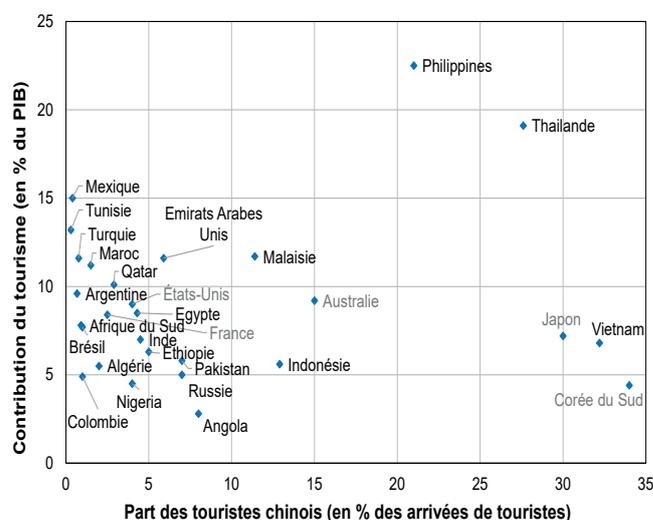
(2) Cet accord vise à éliminer environ 90 % des droits de douane sur les importations entre ses signataires et à établir des règles communes pour le commerce et la propriété intellectuelle. Il vient compléter un précédent accord de libre-échange ASEAN-Chine (ACFTA), de 2005. Les gains en matière d'ouverture de marché sont limités pour la Chine, qui disposait déjà d'accords commerciaux bilatéraux avec tous les pays de la zone sauf le Japon. L'harmonisation des règles d'origine devrait cependant permettre une intégration accrue des chaînes de valeur au sein de la zone. De plus, l'accord devrait favoriser le recentrage des investissements chinois vers les pays de l'ASEAN.

mondiaux en 2010 à 16 % en 2019³, soit 155 millions de touristes. Selon la *China Tourism Academy*⁴, les destinations asiatiques représentent près de 90 % des déplacements touristiques chinois en 2018, contre 3,8 % pour l'Europe, 2,4 % pour l'Amérique du Nord, 1,3 % pour l'Océanie, et 0,4 % pour l'Afrique.

Les pays émergents les plus dépendants du tourisme chinois sont les pays de l'ASEAN (22 % de leurs visiteurs provenaient de Chine en 2019⁵), en particulier la Thaïlande où le tourisme représentait environ 19 % du PIB en 2019, avec près de 28 % des touristes provenant de Chine (cf. Graphique 2). Dans ce contexte, l'OCDE⁶ recommande aux pays asiatiques de diversifier l'origine de leurs flux de touristes, par exemple en développant le tourisme indien, et de promouvoir le tourisme intra-ASEAN et domestique. Dans le même temps, d'autres pays émergents essaient d'attirer les touristes chinois, en particulier les pays du Golfe qui cherchent à diversifier leur économie. Alors que seulement 10 % de la population chinoise voyageait à l'étranger en 2019 selon l'administration nationale du tourisme en Chine (contre 16 % au

Japon, 30 % aux États-Unis et 45 % en France), les dépendances au tourisme chinois pourraient s'accroître dans les années à venir.

Graphique 2 : Contribution en valeur ajoutée du tourisme au PIB et dépendance au tourisme chinois en 2019



Source : World Travel and Tourism Council, Ministères du tourisme nationaux (données de 2018 concernant les arrivées de touristes chinois pour le Brésil, l'Égypte, l'Inde et le Maroc).

2. La Chine est un acteur central du financement des économies émergentes

2.1 La Chine est devenue en vingt ans le principal créancier bilatéral de nombreuses économies émergentes

Les financements chinois à destination des économies émergentes et en développement⁷ ont principalement pris la forme de prêts commerciaux et souverains, dont le montant total est passé de 3 Md\$ en 2001 à 180 Md\$ lors de leur pic en 2015, avant d'entamer un déclin progressif⁸. Entre 2001 et 2017 ces prêts ont été largement concentrés sur les secteurs des mines et de l'industrie (24 %), de l'énergie (20 %) et des transports (12 %), reflétant les priorités stratégiques initiales de la *Belt and Road Initiative* (BRI) lancée par les autorités chinoises en 2013 (cf. Encadré 1). Ces prêts sont principalement le fait des deux grandes banques publiques : l'*EximBank of China* (pour

43 % des prêts aux économies émergentes et en développement), et de la *China Development Bank* (CDB, pour 23 %), deux *policy banks* (littéralement « banques politiques » ou « banques institutionnelles ») opérant par l'intermédiaire de contrats de statut privé mais détenues par l'État. S'y ajoutent les prêts d'une des quatre grandes banques commerciales chinoises, l'*Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC, pour 11 %). Les principaux pays récipiendaires de ces prêts⁹ se situent en Asie (30 % des prêts), en Afrique (28 %) et en Amérique Latine (23 %), certains pays en concentrant une part importante, tels que l'Angola (5,3 % des prêts chinois), le Brésil (5,2 %) et le Kazakhstan (5,0 %).

(3) Selon l'Organisation mondiale du tourisme des Nations Unies (UNWTO), les touristes chinois ont dépensé au total 255 Md\$ à l'étranger en 2019. La Chine est le 1^{er} pays en termes de volume de dépenses mais également en termes de nombre de touristes.

(4) *Annual Report on China Outbound Tourism Development*, 2019.

(5) *Asean Statistical Yearbook*, 2022.

(6) *Economic Outlook for Southeast Asia, China and India 2023*, mars 2023.

(7) Dans la partie 2, l'ensemble des pays émergents et en développement (selon la typologie du FMI) est pris en considération.

(8) D'après les données collectées par Aiddata (William & Mary College), dont les tendances régionales sont confirmées par les données du China-Africa Research Initiative (CARI) de la John Hopkins University pour l'Afrique et du think tank The Dialogue pour l'Amérique Latine.

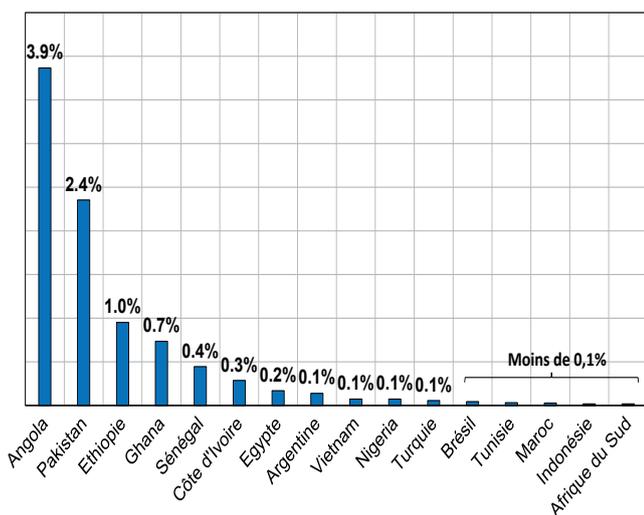
(9) Sur la période 2001-2017, d'après les données collectées par Aiddata.

(10) Bertrand L. et Zoghely S. (2021), « Le positionnement de la Chine parmi les bailleurs en Afrique subsaharienne », *Trésor-Éco*, n° 292.

La Chine octroie aussi depuis plusieurs années des prêts d'urgence, agissant en qualité de prêteur en dernier ressort pour financer le service de la dette, des dépenses générales ou les réserves de change des pays emprunteurs, par l'intermédiaire de lignes de *swaps* de la Banque centrale chinoise (PBoC) et, dans une moindre mesure, de prêts issus de banques ou d'entreprises détenues par l'État. Ces derniers auraient atteint 240 Md\$ depuis 2000 (dont 170 Md\$ de *swaps*) dans plus de 20 pays, en comptant les refinancements ou rééchelonnements de ces instruments¹¹. Ces prêts seraient principalement destinés aux pays présentant déjà un endettement important auprès d'institutions financières chinoises. Certaines économies (Pakistan, Argentine et Mongolie notamment) ont ainsi bénéficié de soutiens répétés de la Chine au rééquilibrage de leur balance des paiements.

Depuis 2015, la Chine est de ce fait devenue le principal créancier des économies émergentes et en développement¹², toutes institutions financières confondues, et elle représenterait en 2023 une part substantielle du service de la dette externe de plusieurs pays (cf. Graphique 3), notamment l'Éthiopie (42,2 % du service de la dette externe détenu par la Chine), l'Angola (41,6 %), le Pakistan (20,2 %) et le Ghana (16,3 %), qui affichent par ailleurs des niveaux d'endettement externe particulièrement élevés. Si on

Graphique 3 : Service de la dette externe due à la Chine (en % du PIB, 2022)



Source : Banque mondiale, FMI.

rapporte les prêts au PIB des pays récipiendaires, les pays les plus dépendants aux prêts chinois seraient le Laos (65 % du PIB entre 2000 et 2017), la République du Congo (53 %) et la Guinée Equatoriale (50 %)¹³.

2.2 Les flux d'IDE chinois vers les économies émergentes ont crû fortement depuis 20 ans

Les flux d'IDE chinois à destination des économies émergentes se sont principalement concentrés vers l'Asie¹⁴, pour près de la moitié d'entre eux. Ils y ont atteint 284 Md\$ sur la période 2005-2022, contre 149 Md\$ pour l'Amérique Latine, 90 Md\$ pour l'Afrique subsaharienne, et 50 Md\$ pour le Moyen-orient et l'Afrique du Nord¹⁵, soit environ 14,1 % des flux d'IDE en direction de l'Asie sur la période, devant l'Amérique Latine (11,4 %), l'Afrique subsaharienne (10,6 %) et le Moyen-Orient (4,4 %)¹⁶. Sur le plan sectoriel, ces IDE ont majoritairement concerné les secteurs de l'énergie (48,1 %) et, dans une moindre mesure, les métaux (19,5 %) et les transports (8,9 %). Ces flux ont connu un pic en 2018 à 54 Md\$, et leur montant annuel décline depuis lors, reflétant une volonté de rationalisation des IDE chinois sortants et une aversion au risque plus importante qu'auparavant chez les investisseurs chinois.

La Chine représente en conséquence une part importante dans les stocks d'IDE de plusieurs pays, notamment en Asie (surtout dans le cadre d'investissements logistiques, manufacturiers ou énergétiques) et en Afrique (en raison de stocks d'IDE structurellement plus faibles ou de la place de certaines économies africaines dans les approvisionnements chinois en matières premières). La Chine représentait ainsi 24 % du stock d'IDE au Pakistan en 2021, reflétant les investissements réalisés dans le cadre du corridor sino-pakistanaï, et 21 % du stock d'IDE en Angola, en lien avec des investissements massifs dans l'entreprise pétrolière d'État Sonangol.

(11) Horn S., Parks B.C., Reinhart C. M., Trebesch C. (2023), "China as an international lender of last resort", *NBER, Working Paper* n° 31105.

(12) Morvillier F., Peregó E. (2023), « La Chine principal créancier mondial, une fragilité de plus pour les pays émergents et en développement », *CEPII*.

(13) "China's Belt and Road: "small but beautiful"", Maybank, mars 2023.

(14) Comprenant la Russie, qui représente 12,1 % des flux d'IDE chinois vers l'Asie sur la période.

(15) Selon les données collectées par le *China Global Investment Tracker* de l'American Enterprise Institute.

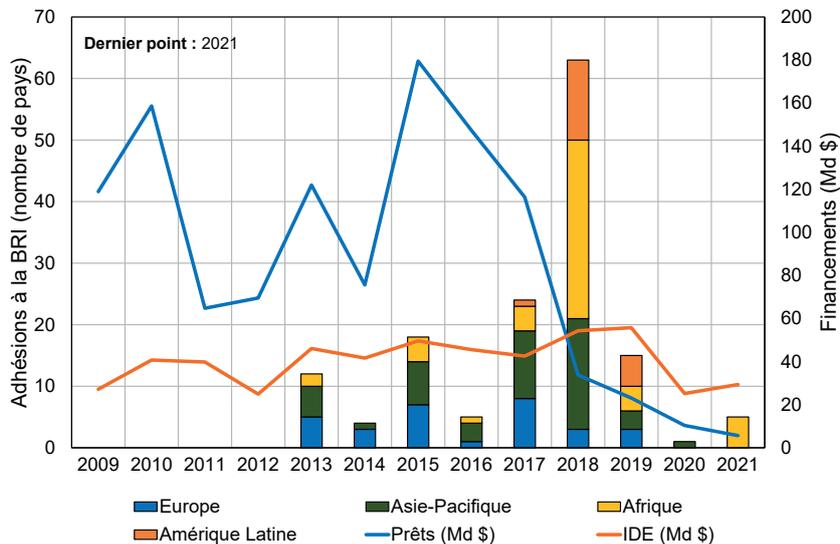
(16) En moyenne, selon les données fournies par le *China Investment Tracker* et la CNUCED.

Encadré 1 : Évolution de la Belt and Road Initiative (BRI)

Après son lancement en 2013, et la signature du protocole d'entente par près de 150 pays, l'initiative chinoise des « nouvelles routes de la soie », ou *Belt and Road Initiative*^a a connu plusieurs mutations. Son objectif initial, la construction et l'exploitation d'infrastructures de transports, énergétiques, industrielles et numériques semble avoir été respecté, mais les liens directs entre les projets financés par les institutions financières chinoises et l'initiative en tant que telle ne sont pas toujours explicites. Alors que le fonds des routes de la soie (*Silk Road Fund*) dispose de capacités limitées à 40 Md\$, l'inclusion de l'ensemble des financements (prêts, IDE) chinois sous la dénomination « *Belt and Road Initiative* » recouvre davantage d'instruments financiers préexistants au lancement de l'initiative que de mécanismes dédiés. Tous pays confondus, le pic de nouvelles adhésions à la BRI a eu lieu en 2018, trois ans après le pic de prêts chinois à destination des pays émergents, et les principaux bénéficiaires des financements chinois ne sont pas toujours les pays ayant compté parmi les premiers signataires de l'initiative (cf. Graphique 4).

Le discours officiel chinois entourant cette initiative a connu des évolutions ces dernières années, mettant davantage en avant ses aspects politiques et sécuritaires (liés notamment aux autres initiatives multilatérales auxquelles participe la Chine : Organisation de Coopération de Shanghai, BRICS, etc.) et réduisant progressivement sa dimension économique^b à des projets de plus petite taille mais de « haute qualité »^c, qui pourraient laisser entrevoir une politisation accrue de la BRI, à défaut de liens opérationnels évidents avec les financements chinois de la dernière décennie. Lors du 3^{ème} sommet de la BRI qui s'est tenu les 17 et 18 octobre 2023, Xi Jinping a ainsi annoncé plus de 100 Md USD de nouveaux financements, principalement portés par l'EximBank et la CDB (47,9 Md\$ chacune) et par une hausse de 11 Md\$ du capital du *Silk Road Fund*, dont les financements devraient se recentrer sur (i) la connectivité, (ii) le développement durable et (iii) la digitalisation^d.

Graphique 4 : Évolution des adhésions à la BRI (en nombre de pays) et financements chinois (Md\$)



Source : Aiddata, China Global Investment Tracker, Boston University Development Center, calculs DGTTrésor.

a. Dumond J., Landais M. et Offret P. (2018), « Les nouvelles routes de la soie », *Trésor-Éco*, n° 229.

b. Garcia-Herrero A. (2023), "The Belt and Road Initiative transformation makes it a more – not less- useful tool for China", *Bruegel*.

c. Xie K. (2023), "China's Belt and Road Initiative regains momentum as focus shifts to smaller 'high-quality' projects", *South China Morning Post*.

d. Sacks D. (2023), "China's Belt and Road Initiative Enters Its Second Decade: Which Leaders Went to Beijing to Celebrate with Xi Jinping?", *CFR*.

3. Le ralentissement structurel de l'économie chinoise pourrait affecter certaines économies émergentes

3.1 Un ralentissement chinois affecterait les économies émergentes *via* des canaux commerciaux et financiers

Concernant le volet commercial, la centralité de la Chine dans les chaînes de valeurs mondiales implique qu'un ralentissement de son activité et de sa demande intérieure conduirait à un ralentissement de ses importations. Ce ralentissement devrait affecter différemment les pays, en fonction de leur structure d'exportations, mais aussi de la reconfiguration des chaînes de valeur mondiales qui pourraient découler de tensions commerciales entre la Chine et les États-Unis. Une baisse de la croissance chinoise pourrait également exercer des pressions à la baisse sur les cours des matières premières, compte tenu du poids de la Chine dans la demande mondiale. Ces pressions baissières pourraient cependant être compensées par (i) des effets de substitution de la demande par d'autres économies (avancées comme émergentes) et (ii) la hausse prévue de la production d'énergies renouvelables¹⁷, qui soutiendrait la demande mondiale de plusieurs matériaux dits critiques ou stratégiques, comme le cuivre, le cobalt ou le lithium. La Chine elle-même envisage de se détourner du charbon et de s'orienter vers les énergies renouvelables et le gaz naturel afin d'atteindre son objectif de pic des émissions carbone avant 2030 et de neutralité carbone d'ici 2060, ce qui aurait des répercussions sur les prix relatifs de ces matières premières et sur les revenus des pays émergents producteurs.

Concernant le volet financier, les vulnérabilités persistantes des pays en développement en matière d'endettement souverain vont probablement accentuer le ralentissement observé depuis le milieu des années 2010. Entre 2016 et 2022, le montant annuel des prêts octroyés par les institutions financières chinoises à l'Afrique est passé de 30 Md\$ à moins de 2 Md\$ hors financements d'urgence). La réorientation des priorités (forte augmentation des dépenses pendant la crise sanitaire, sauvetage financier des collectivités et du secteur immobilier, etc.), ainsi que l'effort consenti pour sécuriser le remboursement des prêts

en cours, devraient continuer à tempérer la volonté et la capacité des bailleurs chinois à octroyer de nouveaux financements en faveur des économies en développement. Depuis 2020, le montant des dettes souveraines en cours de restructuration ou de renégociation par la Chine dépasse ainsi 78 Md\$. Sur ce plan, la Chine est impliquée depuis novembre 2020 dans le « Cadre commun » (sur la base d'un engagement conjoint du G20 et du Club de Paris) qui vise à instaurer un nouveau modèle de coordination pour le traitement des dettes souveraines des pays à faible revenu en difficulté. Si les négociations sous le Cadre commun ont pu enregistrer des progrès significatifs avec une vraie restructuration pour la Zambie, elles sont encore trop longues – il a fallu près de deux ans pour parvenir à un accord sur le cas zambien. Les négociations se poursuivent avec le Ghana et l'Éthiopie, qui ont officiellement demandé à bénéficier d'un traitement de dette sous l'égide du Cadre commun. En parallèle, les bailleurs chinois continuent à privilégier les traitements de dette sur une base bilatérale (Suriname, Djibouti, Sri Lanka, etc.) – de préférence sans perte en valeur actualisée nette (suspension du service de la dette) et rarement sous forme d'annulation (hormis quelques déclarations politiques sur des prêts assez marginaux).

Le recentrage géographique des IDE chinois devrait également se poursuivre, alors que les flux d'IDE chinois à destination des économies émergentes dépassent ceux qui se dirigent vers les économies avancées depuis 2019 (*cf.* Graphique page de garde). La baisse des IDE semble s'accompagner de leur diversification sectorielle chez les émergents (principalement vers les secteurs financiers, technologiques et manufacturiers), de façon marquée en Asie du Sud-Est, et notamment au Vietnam, dans un contexte de régionalisation des chaînes de valeur¹⁸. Ainsi, l'Asie connaît un rebond des IDE chinois depuis 2021 (+82,3 % en glissement annuel entre 2021 et 2022), qui semble s'inscrire dans la durée au Vietnam et plus généralement dans l'ASEAN¹⁹.

(17) Installations dans le solaire et l'éolien, rénovation énergétique des bâtiments, etc.

(18) Cette régionalisation s'opère également à destination des économies avancées du voisinage chinois (Corée du Sud, Taïwan, Japon...).

(19) Dans son rapport "China Going Global: investment index 2023", *The Economist Intelligence Unit* estime ainsi que les principales destinations des IDE chinois seraient dans l'ordre décroissant Singapour, l'Indonésie, la Malaisie, en 2023, contre les États-Unis, Singapour et Hong Kong en 2013.

Ce recentrage s'explique à la fois par la relocalisation d'une partie des chaînes de valeur des entreprises chinoises dans leur proche périphérie (*nearshoring*), et par le positionnement croissant de plusieurs économies de l'ASEAN dans la production de biens intermédiaires, à un moment où les autorités chinoises promeuvent une « croissance de qualité » à l'échelle nationale, recentrée sur les secteurs stratégiques et à haute valeur ajoutée. Dans une moindre mesure, l'Amérique Latine (en particulier la Bolivie, l'Argentine et le Chili) pourrait connaître un rebond des investissements chinois visant la sécurisation des approvisionnements en minerais stratégiques nécessaires à la transition écologique, et notamment à la production de batteries électriques²⁰.

3.2 Les économies d'Asie du sud-est et les exportateurs de matières premières seraient les plus exposés

Un ralentissement chinois découlant d'un choc sur la demande intérieure, conduirait à une baisse des importations chinoises et affecterait principalement les pays asiatiques et les pays exportateurs de matières premières en raison de leurs liens commerciaux étroits avec la Chine²¹ (cf. Graphique 5). D'après la Banque mondiale²², une baisse de 1 point de pourcentage (pp) de la croissance chinoise conduirait à un ralentissement de l'activité dans les économies d'Asie de l'Est de 0,5 pp par an au cours des deux années suivant ce choc (en prenant en compte les échanges bilatéraux et les liens financiers, y compris les IDE).

Parmi les pays asiatiques, ce sont la Malaisie et l'Indonésie qui seraient les plus touchées. Ces deux pays ont gagné des parts de marché en Chine au cours des dernières années, surtout dans les combustibles pour la Malaisie et dans les métaux de base (acier) pour l'Indonésie. Leurs exportations vers la Chine

représentent respectivement 14 % et 21 % de leurs exportations totales en 2022. La Malaisie serait touchée directement par la baisse de la demande chinoise et indirectement par la baisse du cours des matières premières (combustibles et minéraux), ainsi que par une hausse du coût du transport liée à la redirection de ses exportations vers des pays plus éloignés que la Chine. À l'inverse, l'Inde serait le pays asiatique le moins touché, étant donné le faible niveau de ses échanges avec la Chine et son statut d'importateur net de matières premières.

Plusieurs économies d'Afrique subsaharienne seraient également affectées par un ralentissement de la Chine à cause de leurs fortes dépendances commerciales et financières à la Chine. L'Angola serait le pays le plus touché, avec une dépendance commerciale très forte à la Chine (45 % de parts de marché en 2022), particulièrement pour les exportations de combustibles (94 % du total des exportations angolaises en 2021), et une forte dépendance aux financements chinois (notamment dans les hydrocarbures, secteur-clé de l'économie angolaise).

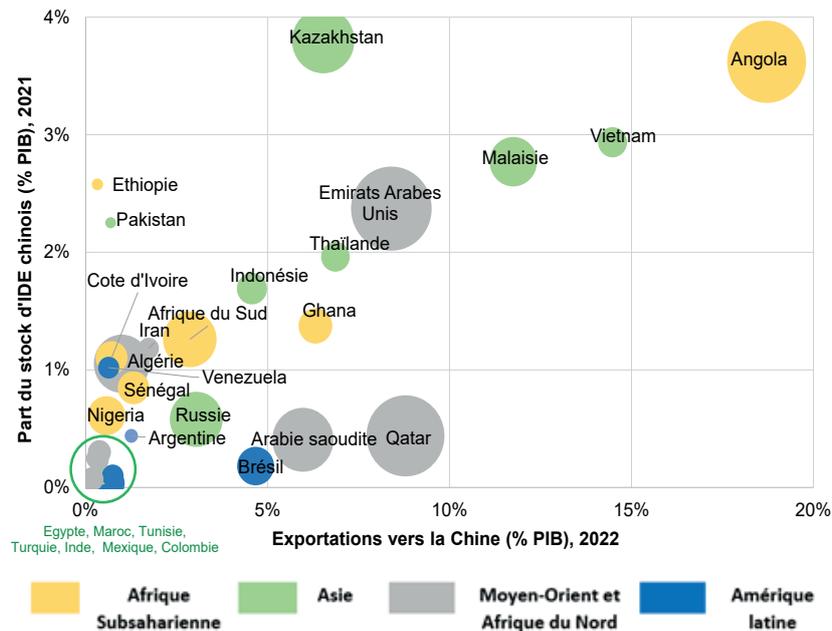
Les pays d'Amérique Latine seraient surtout exposés de par leur dépendance commerciale à la Chine et leur dépendance à leurs exportations de matières premières. Le Brésil affiche la plus forte exposition à la Chine (27 % de ses exportations vers la Chine en 2022). Ces exportations reposent cependant surtout sur le soja, qui serait moins affecté par un ralentissement chinois. Les pays du Moyen-Orient, et notamment l'Iran, seraient surtout exposés *via* leurs exportations de matières premières. Enfin, les pays d'Afrique du Nord et du Proche-Orient seraient les moins exposés dans la mesure où ils dépendent peu de la Chine, tant sur le volet commercial que financier, et n'exportent que peu de matières premières, à l'exception de l'Algérie.

(20) Lu C., Fabbro R. (2023), "China's Latin American Gold Rush Is All About Clean Energy", *Foreign Policy*.

(21) OCDE (2023), Interim Report September 2023: Confronting Inflation and Low Growth, *OECD Economic Outlook*.

(22) World Bank (2022), "East Asia and the Pacific economic update".

Graphique 5 : Synthèse de l'exposition des principales économies émergentes à la Chine (en % du PIB)



Sources : FMI, CNUCED, MOFCOM.

Note de lecture : La surface des bulles représente la part des exportations de matières premières en % du PIB en 2021. La couleur représente la zone géographique à laquelle appartiennent les pays. À titre d'exemple, la part des exportations de matières est de 41,5 % du PIB en Angola en 2021, 19,1 % en Afrique du Sud, 9,3 % au Nigeria et 0,8 % au Pakistan.

Éditeur :

Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique
 Direction générale du Trésor
 139, rue de Bercy
 75575 Paris CEDEX 12

Directrice de la Publication :

Dorothee Rouzet

Rédacteur en chef :

Jean-Luc Schneider
 (01 44 87 18 51)
 tresor-eco@dgtresor.gouv.fr

Mise en page :

Mimose Mellia
 ISSN 1777-8050
 eISSN 2417-9620

Derniers numéros parus

Octobre 2023

N° 335 L'Italie face au défi démographique

Pierre Farineau

N° 334 Taux d'intérêt, croissance et soutenabilité de la dette publique

Guillaume Clavères

Septembre 2023

N° 333 La fiscalité « duale » en vigueur en Suède

Christian Gianella, Thibault d'Hardemare, Ingallil d'Armaillé, Julien Grosjean, Frédéric Lemaître

<https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/tags/Tresor-Eco>

Direction générale du Trésor

@DGTresor

Pour s'abonner à Trésor-Éco : bit.ly/Trésor-Eco

Ce document a été élaboré sous la responsabilité de la direction générale du Trésor et ne reflète pas nécessairement la position du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.